

Trait d'Union

Le bulletin des membres
et des militants du R.W.F.-R.B.F.

Belgique – België
P.P.
1420 Braine-l'Alleud
n°6/68910
N° d'agrément :
P701163

RASSEMBLEMENT WALLONIE – FRANCE Rassemblement Bruxelles – France



Une
nouvelle
invention
belge :
« Le chaos
durable ! »

Editorial de Paul-Henry Gendebien	p. 2
La France prête à nous accueillir	p. 5
L'exorciste, carte blanche de Marc Wilmet	p. 6
Le seul parti républicain	p. 9
Lettre ouverte à Dominique de Villepin	p. 10
Environnement, la France en exemple	p. 12
Patrick Roegiers, l'encenseur rétribué	p. 13
L'actualité en brèves	p. 14
Le R.W.F. en action	p. 17
Nos responsables	p. 19

Trimestriel – Huitième année
Numéro 28
Janvier-Février-Mars 2008

Parution :
mars - juin - septembre - décembre

Bureau de dépôt : Braine-l'Alleud

Editeur responsable :
Joël Goffin, 14, rue Bayard
1420 Braine-l'Alleud

<http://rwf.be>

Courriel : rwf@rwf.be

Le R.W.F., reconnu dans les médias, et actif sur le terrain.

Une nouvelle invention belge : le « chaos durable »



Editorial de Paul-Henry GENDEBIEN, Président du R.W.F.

Dès le mois de juin 2007, nous annonçons le temps des contradictions et des blocages pour l'État belge. Nous avons été servis ! Six mois - et c'est loin d'être fini - de cache-cache, de crocs-en-jambes, de gros mots, de psychodrames au sein de la classe politique officielle. Nous avons vu un cirque. Nous avons entendu les gifles claquer sur la joue des partis francophone, suivies de quelques gémissements. Nous avons ensuite enregistré les « assouplissements » des partis et des médias recommandant aux braves Wallons et Bruxellois de « tendre la main »... Et nous avons enfin observé que le Gouvernement wallon et le Parlement wallon s'excluaient volontairement du débat institutionnel, parachevant ainsi la besogne d'émasculatation de la Wallonie entreprise par l'agent n° 1 du Palais Royal, M. Elio Di Rupo.

L'aboutissement de ce très mauvais feuilleton, c'est une non-solution, un non-apaisement, un non-gouvernement. Car pour l'heure il n'y a pas de véritable Gouvernement belge. Il n'y a que des Ministres intérimaires, contents de l'être, mais dépourvus de programme, de chef, de solidarité. Voici un Etat qui se vide de l'intérieur. Le seul maître de cette « équipe » insignifiante, c'est la méfiance. En surface, on fait mine de négocier sans trop d'illusions sur la guérison du grand malade qui porte encore le nom d'Etat belge. En sous-main, le régime des partis se livre à ses jeux favoris : piéger le partenaire, viser le court terme, entretenir la discorde pour exister aux yeux des électeurs.

Voyez le sinistre spectacle organisé par les partis francophones traditionnels dont les divisions accentuent les faiblesses en face du camp flamand. On ne peut s'empêcher de penser que ces Messieurs-Dames se préparent déjà, pour le mois de juin, à des élections législatives anticipées qui ne seraient à vrai dire que des élections recommencées. Dans leur inconscience, ils ne semblent

pas apercevoir qu'un nouveau scrutin pourrait annoncer le début d'une crise fatale et terminale.

A ce jour, peu d'observateurs sérieux estiment qu'un accord consistant pourrait être conclu pour le 23 mars, date fatidique (?) à laquelle M. Leterme devrait endosser l'habit - trop large pour lui - de Premier Ministre. Naturellement, la docilité coutumière de certains négociateurs francophones permet aux derniers Belges (Albert II, M. Delpérée, M^{me} Michu) de rêver d'une subite rédemption du Royaume grâce à une nouvelle repentance wallobruxelloise. Repentance et soumission. A cet égard, tout est possible quand on prend connaissance des propos catastrophiques d'un Reynders et d'un Moureaux sur le confédéralisme à la flamande « qu'il faudra bien accepter si l'on veut éviter le séparatisme. »

Le drame de ces Messieurs nous est bien connu : leur électoralisme belgicain et opportuniste, doublé d'un amour immodéré du pouvoir, leur tient lieu de pensée politique et de stratégie. Or, le défaitisme munichois conduit toujours au désastre. Qu'ils ouvrent les yeux : en 2008 comme en 2007, les revendications flamandes sont toujours aussi brutalement unilatérales. Le cynisme de M. Karel De Gucht (libéral flamand, ministre des Affaires Étrangères) n'a plus de bornes. Il y a quelques semaines, ce personnage envoyait une note aux ambassadeurs belges à l'étranger en vue de leur faciliter la défense de l'image du Royaume. Mais, incapable de contrôler sa pulsion nationaliste, il vient de déclarer au journal *Le Soir* que Bruxelles ne sera jamais élargie puisque, précisait-il, la frontière linguistique actuelle est une « frontière d'État ». En clair, M. De Gucht parle comme si la région flamande était déjà un Etat à part entière...

Pendant ce temps, des signaux encore ténus mais insistants et concordants nous parviennent du sein même des partis de pouvoir : l'inquiétude de la base militante, et même de certains élus, grossit incontestablement en raison de l'impasse qui ronge l'Etat et de la non-stratégie des dirigeants francophones.

Nous voici donc en phase d'instabilité permanente, mortelle à échéance, d'une Belgique en voie de dépeçage et de dépérissement, harcelée par les forces autonomistes d'une Flandre sûre d'elle-même et plus que jamais dominatrice.

Nous multiplions les débats et les actions sur le terrain, accroissant notre présence dans l'opinion publique et dans la presse, belge et européenne. Au cours des derniers mois, le R.W.F. a acquis une visibilité supplémentaire et « un souffle nouveau », ainsi que l'écrivait récemment le journal français Le Monde.

Si notre influence progresse, c'est pour trois raisons principales :

1. la crédibilité de notre analyse - vérifiée par les événements - et de notre projet réunioniste ;
2. l'apparition d'une nouvelle dimension de la crise existentielle belge, à savoir le « chaos durable » ;
3. la montée de l'exaspération des Wallons et des Bruxellois devant le comportement des partis flamands.

Non, Monsieur Verhofstadt, la Belgique n'est pas, comme vous l'avez dit, le « laboratoire de l'Europe » ... Si c'était vrai, alors, pauvre Europe ! Rangez donc au placard cette fable ridicule et abstenez-vous de faire injure à l'Europe ! Proclamez plutôt que la Belgique est le mauvais exemple, le modèle de ce qu'il ne faut pas faire ! Et cessez de tromper l'univers (mais cela ne marche pas) avec cette légende du prétendu « compromis à la Belge » qui n'est rien d'autre en vérité que l'art de laisser pourrir les problèmes en additionnant les mécontentements réciproques.

Malgré les gesticulations officielles, l'Europe est désormais de mieux en mieux informée. Elle sait que l'Etat belge peut disparaître demain. Un Etat ingérable, inutile et potentiellement dangereux s'il poursuivait trop longtemps encore sa dérive insensée. Un Etat qui ne protège plus les Francophones, qui n'a aucun projet pour la Wallonie, et qui ne convient plus à la Flandre.

En un mot, l'heure de vérité approche !



La France prête à nous accueillir !

Quelque 54 % des Français sont favorables au rattachement de la Wallonie à la France en cas de scission de la Belgique, indique un sondage de l'hebdomadaire français « Le Journal du Dimanche » du 11 novembre 2007.

10 % des personnes interrogées y sont « tout à fait favorables » et 44 % « plutôt favorables », selon cette enquête d'opinion réalisée par le très sérieux Institut IFOP.

Le taux atteint les 66 % dans les régions et départements français du nord (Région Nord-Pas-de-Calais, Ardennes, Meuse).

Environ 41 % « ne sont pas favorables » au rattachement de la Wallonie à la France, et 5 % « ne se prononcent pas ».

Ce sondage, auquel le R.W.F. se garde bien d'accorder une valeur absolue, dément toutefois une rumeur répandue par les médias belges dans la population et qui prétend que les Français ne voudraient pas de leurs frères francophones de Belgique en cas de sécession de la Flandre.

La Wallonie avec la France représente le vrai contrat d'avenir pour nos enfants.

C'est avec la République que l'union fera la force !



Paul-Henry Gendebien et le Secrétaire général Laurent Brogniet

L'exorciste

Carte blanche du professeur Marc Wilmet

Le professeur et académicien Marc Wilmet, membre de la section de Bruxelles, réagit à un article de Jean-Marc Ferry publié dans Le Vif/L'Express du 28 décembre 2007 et intitulé : « Il est temps d'exorciser le passé. »

C'est entendu, certains Français aiment beaucoup la Belgique. À tel point qu'ils seraient marris de la voir disparaître. Parmi les zélateurs de nos quelques arpents de terre, on compte les touristes d'un jour, charmés d'un exotisme à la fois si proche, si accessible et au total si peu dépayçant. Puis les riches expatriés, dissimulant de très concrets calculs fiscaux sous des motifs plus nobles. Les politiciens ne sont pas en reste, officiellement du moins, qui magnifient dans le pragmatisme belge et l'art du compromis une sorte de laboratoire de l'Europe, presque une chambre de décompression des conflits. Et encore, les comédiens, les chanteurs, les artistes en tournée, attentifs à flatter le bon public local. Ou les chantres du métissage culturel, du plurilinguisme à l'usage d'autrui et d'un syncrétisme romano-germanique alimenté au souvenir de Tjil Uilenspiegel, de la Kermesse héroïque et de Bruges-la-Morte.



La cohorte des hérauts trouve un puissant renfort de la part des Belges ayant quitté leur Pays de Cocagne pour la France ou faisant en France une carrière dont ils n'auraient pas rêvé ici, mais revenant de temps à autre bercer chez nous leur nostalgie, profiter des retombées de la notoriété parisienne, glisser en témoignage de fière indépendance une petite critique envers les grands voisins et prêcher à leurs ex-concitoyens demeurés au nid des paroles de résignation.

Le philosophe Jean-Marc Ferry innove dans ce concert. Français mais professeur à l'Université de Bruxelles et, cela va de soi, « belge de cœur », il prône une reconnaissance publique de la longue injustice « faite aux Flamands et au flamand ».

Eh bien ! cher et éminent collègue fourvoyé en dehors de votre secteur, permettez à un linguiste de remettre les points sur les i de cette prétendue « injustice ».

Au début de l'aventure, il y eut l'Île-de-France, un domaine vaste comme deux mouchoirs de poche, que la politique matrimoniale des Capétiens, des Valois et des Bourbons allait accroître en continu au fil des siècles. Linguistiquement, une mosaïque de parlers issus d'une base latine déjà mâtinée de celtique, de francique, de scandinave : le groupe dit d'oïl au nord de la Loire et le groupe d'oc au sud, plus des enclaves de basque, de breton et de bas-allemand. Un idiome interrégional de clercs — et non, comme on l'a cru longtemps, le « dialecte du roi » (sans quoi les états bourguignons y auraient échappé) — rabote vaille que vaille les pratiques. Le jacobinisme de la Révolution, de l'Empire et de la République l'étend progressivement à l'ensemble de l'Hexagone.

Quand vers la fin du XVIII^e siècle l'abbé Grégoire entreprend d'éradiquer les patois, il lutte au bénéfice des Lumières contre les anciens véhicules de la superstition. Nos provinces devenues françaises seront traitées sur un pied d'égalité, peu importe que le substrat dialectal soit roman (wallon, picard, lorrain, champenois) ou germanique (brabançon, flamand, limbourgeois, etc.). Après la néerlandisation avortée du régime hollandais, la Belgique « sortant du tombeau » choisit le français comme langue officielle. L'opération réussit en Wallonie et à Bruxelles. En Flandre, elle s'est heurtée à une prise de conscience culturelle et nationaliste (cfr. la note de bas de page). Alors, qui devrait s'excuser, envers qui et de quoi exactement ?

Qui ? Pas les Wallons, qui n'ont voulu imposer le français à personne.

Les Bruxellois ? Mais la bigarrure linguistique des métropoles a tourné naturellement — sans contrainte d'aucune sorte — à l'avantage du français. La bourgeoisie flamande, usant du français dans les occasions publiques et réservant le vernaculaire aux contacts familiaux ? Voilà belle lurette que ces Flamands-là ont disparu.

Surtout, de quoi s'excuser ? Principalement si l'on est Wallon ou Bruxellois francophone.

D'avoir hérité dans son berceau de l'une des cinq ou six langues majeures de la planète, utilisée sur les cinq continents ?

D'avoir procuré à une brochette d'écrivains d'ascendance flamande (Émile Verhaeren, Maurice Maeterlinck, Suzanne Lilar...) une audience internationale ?

D'avoir cru en la Belgique au point de refuser durant deux guerres, pour l'immense majorité d'entre eux, toute collaboration avec les Allemands ?

D'avoir croupi en 1940-45 cinq années au lieu d'une dans les camps de prisonniers nazis ?

D'avoir accueilli avec cordialité les Flamands venus chercher fortune en Wallonie ou à Bruxelles (et contribuant — soyons justes — à la prospérité générale) ?

D'avoir joué loyalement le jeu belge en investissant dans le développement économique et industriel de la Flandre ?

De ne pas avoir empêché, par naïveté et manifestation de confiance envers des compatriotes chatouilleux, que soit tracée et clichée une carte linguistique indépendamment de la consultation des populations intéressées ?

De s'être établis, sûrs du « droit des gens » et dédaigneux d'un illusoire « droit du sol », autour de Bruxelles en s'imaginant qu'une démarcation arbitraire ne deviendrait jamais barrière régionale ou à plus forte raison frontière d'État ?

De revendiquer la liberté des citoyens d'employer leur propre langue dans les communes munies de « facilités » qu'on avait assurées éternelles ?

Non, décidément, M. Ferry, votre penchant à la repentance, gardez-le. On sait que les philosophes se croient volontiers capables de trancher en toute matière et adorent donner des leçons. Votre patronyme devrait vous inciter à retourner un moment à l'école du bon sens.

Marc Wilmet, Professeur de linguistique à l'U.L.B.



Note : Les linguistes Damourette et Pichon, responsables d'un monumental Essai de grammaire de la langue française en 7 volumes, pouvaient encore écrire en 1927 : « Dans la Flandre belge, avant le mouvement politique dit flamingant, la bourgeoisie avait résolument adopté comme langue de culture la langue française, langue officielle du royaume belge, et le flamand ne fonctionnait guère à cette époque que comme un patois. Les influences germaniques, malheureusement renforcées par l'occupation allemande pendant la guerre de 1914-1918 et qui n'ont pas désarmé depuis la commune victoire de la France et de la Belgique, ont compromis la supériorité de notre langue et rendu quelque vigueur aux parlers flamands, qui trouvent d'ailleurs un appui dans la langue hollandaise à laquelle ils sont presque identiques. La réduction définitive des parlers flamands à l'état de patois du français en est malheureusement retardée » (I, § 25, p. 37).

Le seul parti républicain en Belgique francophone

Les membres de la famille royale percevront, en 2008, un total de 13,3 millions d'euros contre 12,5 millions en 2007. Il s'agit d'une plantureuse indexation (plus de 6 % !) de la dotation royale que la population appréciera en ces temps de récession.

Nous n'évoquons pas le principe plus que contestable de l'hérité par le sang de la charge de Chef de l'Etat. Abstraction faite de ce postulat, il est dès lors normal que le roi Albert II se voie attribuer 10,2 millions d'euros pour incarner la Belgique. Il est un peu moins logique d'apprendre que le prince Philippe, qui n'est pas assuré de monter sur le trône, compte tenu de la situation politique, reçoive 940.000 euros.

Il est inconcevable que la princesse Astrid se voie attribuer 326.000 euros, alors qu'elle vient de descendre de sa principale charge, la présidence de la Croix-Rouge, et que le prince Laurent décroche 318.000 euros au moment où un procès médiatisé a démonté des mécanismes de financement parallèles dont il aurait pu bénéficier.

Signalons qu'aux Pays-Bas, les rejetons de la famille royale travaillent comme tout le monde. Leur réseau de relations est assez étoffé pour que ceux-ci exercent des fonctions professionnelles rémunératrices.

Mais il y a le cas de la reine Fabiola. Membre active du mouvement catholique "Le Renouveau charismatique", elle se voit gratifiée d'une rente annuelle de 1,472 million d'euros. Si un peu plus de 70 % de la dotation de la reine Fabiola servent à assumer les frais de personnel, on est en droit de se poser des questions à propos du montant astronomique des soins de santé consacré à sa personne physique : 25.000 euros. Ajoutons que la plupart de ses sorties consistent à assister au Concours musical Reine Elisabeth, une prestigieuse compétition qui portait jadis le nom de son créateur, le virtuose Eugène Isaye. Après le décès du roi Baudouin, la dotation de la reine Fabiola avait été recalculée en catimini sur la base de celle qui avait été allouée à la reine Elisabeth.

A l'heure actuelle, le R.W.F. est le seul parti ouvertement républicain en Belgique francophone. Après les piteux attermoissements du parti Ecolo sur le sujet et la dévotion assumée du Président du Parti Socialiste, Elio Di Rupo.

Lettre ouverte à Dominique de Villepin

4 février 2008

Jules Gheude, essayiste et auteur de L'incurable mal belge, sous le scalpel de François Perin (Ed. Mols, 2007). Cet article a été publié sur le blogue de l'ancien Ministre et en extraits dans Le Soir comme reproduit ici.

Monsieur le Premier ministre,

Vous en avez appelé au sursaut politique belge, déclarant notamment : *« J'ai trop de respect pour votre pays pour penser qu'on puisse, d'un trait de plume, rayer l'identité belge. (...) l'Etat-nation est une réalité profonde. »*

Le fait est qu'en France, Etat et Nation coïncident. Mais contrairement à la France, la Belgique ne s'est pas faite d'elle-même, en mille ans. Elle résulte, beaucoup plus modestement, d'un arrangement diplomatique.

Talleyrand ne croyait d'ailleurs pas à la viabilité de cette construction artificielle, destinée à servir de tampon entre la Grande-Bretagne et la France. Ne confiait-il pas, en 1832, à la princesse de Lieven : *« Deux cents protocoles n'en feront jamais une nation. »*

Concevant l'Etat-Nation comme un phénomène universel, l'opinion française est tentée de réagir avec surprise, voire désapprobation, face à la désagrégation de la Belgique. Pour elle, puisqu'il y a un Etat belge, il y a forcément une Nation belge. Telle n'est toutefois pas la réalité.

On ne peut comprendre les choses sans aborder le drame qu'a vécu la Flandre au XVI^e siècle. Victime des persécutions religieuses de Philippe II d'Espagne, elle fut arrachée de force à son destin et ne put intégrer les « Provinces-Unies » indépendantes, préfiguration des Pays-Bas actuels.

Tout au long du XIX^e siècle, la Belgique sera l'œuvre d'une bourgeoisie exclusivement francophone, tant au Nord qu'au Sud.

Bien ficelé le scénario ? Voyons plutôt ce que publie le Nederlands Kunstverbond d'Anvers à l'occasion du 25^e anniversaire du royaume : *« Flamands, (...) Depuis 25 ans, vous êtes des étrangers sur votre propre sol. (...) Depuis 25 ans, le Wallon est l'enfant chéri et privilégié du gouvernement. »*

Grâce à un Mouvement flamand de plus en plus structuré, la Flandre s'affirmera peu à peu. Dans sa Lettre au Roi de 1912, Jules

Destrée peut ainsi écrire : « (...) le mouvement, enivré de ses succès et de sa force populaire, a atteint son but. Il le dépasse. Il menace la Wallonie. (...) Le Flamand ne recule jamais. Il a la douce obstination têtue du fanatisme. »

En effet. Avec la flamandisation de l'Université de Gand, en 1930, et la législation linguistique de 1932, la Flandre atteindra deux de ses buts majeurs. Mais il lui reste encore bien des jalons à poser sur la voie de l'affranchissement. Elle pourra compter ici sur le sentiment d'appartenance collective qui habite ses compatriotes.

Fixation de la frontière linguistique en 1962, expulsion des Wallons de l'Université de Louvain en 1968, décret imposant en 1973 l'usage exclusif du néerlandais dans les entreprises sises en Flandre : il ne manque plus aujourd'hui que la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde pour que l'homogénéité linguistique flamande soit parfaite. En 1973, Manu Ruys sous-titrait son ouvrage *Les Flamands* : « *une nation en devenir* ».

Voilà, en fait, l'explication de l'impasse dans laquelle la Belgique se trouve aujourd'hui : la Flandre s'est bel et bien érigée en Nation. Et je ne me fais aucun souci pour la reconnaissance et la viabilité d'un Etat flamand souverain.

En revanche, mon inquiétude est vive quant au devenir de la Wallonie. Celle-ci est encore loin de pouvoir voler économiquement de ses propres ailes. Voilà pourquoi j'estime que la réunion à la France n'est nullement chimérique. Ne sommes-nous pas, après tout, au niveau de la langue, de la culture et des principes démocratiques, des Français que les hasards de l'Histoire ont contraints d'évoluer en dehors de l'Hexagone ?

A Robert Liénard, doyen de l'Université de Louvain, qui était allé le rencontrer à la fin des années soixante, le général de Gaulle avait d'ailleurs déclaré : « *J'ai la conviction que seule leur prise en charge par un pays comme la France peut assurer l'avenir à vos trois à quatre millions de Wallons.* »

En septembre dernier, *The Economist* constatait que la Belgique avait « accompli sa besogne » et qu'elle n'était plus nécessaire.

Et d'ajouter : « *Les bonnes choses qui en sont issues pourront toujours émerger de deux ou trois territoires plus petits. Voire d'une France et de Pays-Bas élargis.* » On ne peut mieux dire !

Environnement : la France comme exemple !

La Belgique paresse à la 57^e place d'un classement de 149 pays recensés en matière de "performance environnementale", un classement basé sur 25 indicateurs dont la qualité de l'eau potable, les émissions de gaz carbonique (CO₂) ou encore les maladies liées à l'environnement...

La Belgique porte même le **bonnet d'âne** des pays européens et elle se situe loin derrière les Etats-Unis classés à la 39^e place, selon une étude menée par des chercheurs des universités de Yale et Columbia publiée dans le très sérieux *International Herald Tribune*.

Avec un score de 78,4%, « *La Belgique constitue un choc* », a commenté Daniel Esty, l'auteur principal de l'étude et le directeur du Yale Center for Environmental Law and Policy.

Ce pays industrialisé, « *miné par des querelles ethniques séculaires* » (sic), n'est qu'à la 57^e place, a-t-il insisté.

La place de la Belgique est d'autant plus étonnante que ce sont en majorité des pays européens qui occupent les premières places du classement.

Effectivement. Les pays du « Top 10 » ? En tête, la Suisse suivie de la Suède, la Norvège et la Finlande.

La France arrive en 10^e position (soit 47 places d'écart avec la Belgique pour les amateurs d'arithmétique).

Le nouveau Ministre du Climat, Paul Magnette, qui a remplacé au pied levé l'explorateur Alain Hubert, parle aujourd'hui d'un « Grenelle belge ». Cet ancien professeur invité aux I.E.P. de Paris et Bordeaux, mais qui est loin d'être un grand expert en matière d'environnement, évoque ainsi une large concertation qui a associé pendant quatre mois les acteurs institutionnels, les représentants de la société civile et les citoyens de la République.

Elle a débouché sur un grand plan national » d'investissement durable pour une période de 4 ans afin de développer l'énergie, les « moteurs du futur », la biodiversité et la santé environnementale.

Un « cirque », selon l'analyse d'Isabelle Durant. Pas sûr. Mais il a également permis, entre autres, un moratoire sur la culture des OGM.

Rappelons que Paul-Henry Gendebien, Président du R.W.F., est un pionnier en matière d'écologie politique.

Patrick Roegiers, l'encenseur rétribué

Billet d'humeur de Pierre-René Mélon, écrivain

Roegiers, le bobo de la belgitude expatriée propose ni plus ni moins qu'un référendum et une léopoldienne prise de pouvoir par le roi !

L'armée sera-t-elle sollicitée ? On subodore de vieux colonels outrés qui n'attendraient que cela : des chars sur les pavés bruxellois pour intimider les Flamands ! Est-ce qu'il y aura des confettis ?

On savait déjà que ce délicat salonnard n'avait en guise de talent qu'un copieux carnet d'adresses, mais qu'il s'improvise marquis de Lafayette des Etats Belgiques-unis, voilà qui surclasse le meilleur Feydeau.



Lafayette ? Mais oui, souvenons-nous de ce grand seigneur d'Ancien Régime qui tenta de réconcilier la Révolution et le roi en faisant tirer maladroitement sur la foule parisienne au Champ-de-Mars ! Comme le marquis de Roegiers, Lafayette poussa Louis XVI à la guerre et eut le bon goût de se faire prendre par les Autrichiens jusqu'à la fin de cette dangereuse Révolution.

Ah ! Si Roegiers pouvait être capturé par une milice du Voorpost, sûr qu'il choisirait un engagement doré à Knokke-le-Zoute ou une déportation photogénique dans un repli du Mont Kemmel ! Il nous reviendrait d'exil dans dix ans, tout frais, tout bronzé, tout requinqué, en proclamant son indéfectible attachement à la nouvelle République de Flandre. La Politique rend fou, décidément.

Post-scriptum de la rédaction :

Dans l'intervalle, on apprend que Patrick Roegiers a reçu du Service de la Promotion des Lettres de la Communauté française la bourse 2007 « Année sabbatique », la plus lucrative puisqu'elle s'élève à 25.000 euros nets d'impôt, pour écrire son livre bêtifiant sur les Saxe-Cobourg, « La spectaculaire histoire des Rois des Belges ».

Payé pour encenser le régime tout en résidant gratuitement à Paris : il faut le faire !, comme on dit chez nous.

BREVES – BREVES – BREVES – BREVES

Salutaires apparitions !

La Libre du 17 janvier 2008 nous en apprend une bien bonne !

Dans un sermon récent, Monseigneur Léonard, évêque de Namur, a expliqué que la Sainte Vierge « croit en l'avenir de notre pays car elle y est apparue deux fois : à Banneux et à Beauraing ».

Si maintenant il faut croire aux apparitions pour sauver un pays, alors que penser de ces malheureux et nombreux pays où Marie n'est jamais apparue ? Evidemment la Flandre se console comme elle peut, elle n'a pas eu d'apparitions mais elle a le privilège de pouvoir exhiber sa nouvelle Ministre CD&V, Inge Vervote en personne.

La Flandre est sauvée, elle aussi !

Merci quand même à Mgr. Léonard : s'il s'exprime de la sorte, c'est que les carottes sont bientôt cuites !

Un historien nul en histoire

Dans Le Monde du 20 janvier, l'historien polonais Krysstof Pomian vante les mérites de la belgitude et pense que la rupture de l'Etat belge serait catastrophique pour l'Europe. Ce qui est absurde.

On verra au contraire que le chancre belge lui-même contamine l'Europe. L'interview de M. Pomian est surtout révélatrice de la méconnaissance profonde de nos réalités affichée par cet « historien ». Un seul exemple des bobards débités par cet euro-péiste de service : l'identité belge

existe parce que l'historien Henri Pirenne l'a démontrée.

L'ennui c'est que Pirenne a été chassé de l'Université de Gand en 1935, lorsque la flamandisation de l'institution fut votée par le Parlement belge. Et le pauvre Pirenne fut contraint de déménager comme un proscrit.

Autre « bourde » commise par Pomian, il évoque « la révolution brabançonne de 1789 contre les Français », alors qu'il s'agit d'une opposition à la tutelle autrichienne.

La cause est entendue : le donneur de leçons devrait apprendre la sienne.

Cocus et contents

Le nouveau gouvernement intérimaire, « Sauve qui peut ! », est formé. C'est le cadeau de Noël pour la monarchie vacillante.

Tous les ministères importants sont aux mains des Flamands : le Premier Ministre (c'est hélas devenu une règle), les Affaires étrangères, l'Intérieur, la Fonction publique et il faut y ajouter la Justice et la Défense subtilisées, deux portefeuilles subtilisés aux francophones.

Didier Reynders lui-même a failli être coiffé par Yves Leterme, finalement chargé du Budget !

Les francophones « obtiennent » le social et des compétences dont certaines sont déjà régionalisées pour l'essentiel : l'agriculture, le climat, la coopération au développement, l'environnement et les pensions.

C'est normal, le front uni des francophones ne demande rien, il se contente de subir dans l'espoir de sauver la Belgique.

Dans l'escarcelle de Dewael

Par un arrêté royal promulgué au Moniteur du 31 décembre 2007, la tutelle des trois grandes institutions fédérales: le Théâtre de la Monnaie, le Palais des Beaux-Arts (rebaptisé Bozar par nos « Beste vrienden), l'Orchestre National de Belgique sont dorénavant de la compétence du Ministre de l'Intérieur flamand Patrick Dewael. Rappelons que le Centre Culturel Flagey à Ixelles est déjà dirigé par un Conseil d'Administration à majorité flamande. Pour ne pas dire plus.

Stib à deux vitesses

Pour les jeunes étudiants bruxellois, un abonnement annuel de transports à la STIB coûte 40 euros s'ils vont dans une école flamande et 200 euros s'ils vont dans une école francophone.

Les personnes âgées bruxelloises qui adhèrent à la Zorgverzekering (assurance soins de santé) de la Communauté flamande bénéficient d'interventions mensuelles de 125 euros pour la couverture de soins à domicile ou de leurs frais d'hébergement en maisons de repos.

Les Flamands placent leurs pions !

L'allongement de la piste de l'aéroport de Liège est bloqué par un recours de la Région Flamande.

José Happart s'agite sans résultat tout en précisant que 18 % des travailleurs aéroportuaires liégeois sont flamands.

Le nouvel aéroport de Charleroi Gosselies a été inauguré le 19 décembre dernier.

La Flamande Edmée Degroeve est Présidente du Conseil d'Administration de l'aéroport. Membre du bureau du P.S., elle est par ailleurs Présidente du Conseil d'Administration de la S.N.C.B.

Avec l'aide d'Elio DI RUPO, la Présidente Edmée Degroeve a recruté comme Administrateur Délégué Marcel Buelens, un second flamand. Dans son discours d'ouverture de l'aéroport, Edmée Degroeve a précisé que 60 % des passagers étaient d'origine flamande.

Davos et Charleroi : deux visions des choses

Lors d'une représentation du cirque institutionnel Octopus, en date du vendredi 25 janvier 2008, le gouvernement flamand était absent. Le premier Ministre Guy Verhofstadt et le président du gouvernement flamand Kris Peeters, se trouvaient au forum économique des pays riches à Davos.

Pendant ce temps, le ministre wallon André Antoine, vendait l'aéroport de Charleroi aux Chinois !

La France championne des décès évités

La France arrive en tête de 19 pays industrialisés et les Etats-Unis en queue pour le nombre de décès évités **grâce à un accès suffisamment rapide aux soins médicaux**, selon un rapport de chercheurs britanniques publié dans la revue américaine Health Affairs. Si les Etats-Unis avaient fait aussi bien que les trois premières nations dans ce classement sur la qualité des soins (France, Japon et Australie), ils auraient enregistré 101.000 décès de moins par an à la fin de la dernière période étudiée (2002-2003), précisent les auteurs de cette recherche.

La France en 10^e position, la Belgique en 17^e !

La Belgique a chuté de la 4^e place à la 17^e place en 5 ans, selon le prestigieux *Human Development Index* (HDI) placé sous l'égide des Nations Unies.

Nous sommes à présent dépassés par nos principaux voisins : les Pays-Bas, la France et la Grande-Bretagne.

Gratifiée d'une flatteuse 4^e place en 2002, la Belgique est descendue à la 6^e en 2003 et 2004, puis à la 9^e en 2005 avant de dégringoler à la 13^e en 2006. La voici aujourd'hui à la 17^e position !

Le niveau de vie de la population, le système de santé, le niveau de l'enseignement et l'espérance de vie constituent les critères majeurs de cette enquête d'envergure internationale. Mais la qualité de l'environnement joue un rôle de plus en plus significatif. Or, en la matière, la Flandre représente une tache brune sur la carte de l'Union européenne.

La France, elle, tous critères confondus, ne cesse de progresser en obtenant une 10^e position. Soit 7 places devant la Belgique.

En conclusion : la France possède une qualité de vie à nous offrir que nous perdons au fil des ans.



Ham-sur-Heure : Paul Furlan, P.-H. Gendebien et Denis Ducarme

Le R.W.F. en action !

Souhaitant moderniser sa communication, le R.W.F. a investi dans un nouveau site fiable et actif. Il a privilégié la lisibilité, l'esprit de synthèse et l'accessibilité aux textes fondateurs du parti plutôt que de jeter de la poudre aux yeux. La présentation graphique n'a cependant pas été oubliée. Le site est susceptible de modifications et d'améliorations dans les mois qui viennent.

Grâce à une équipe soudée, le site est régulièrement alimenté depuis le 12 septembre 2007.

Trois rubriques sont particulièrement mobiles :

A la Une, qui porte sur des thèmes d'intérêt général.

Dans la presse, une rubrique qui, comme son nom l'indique, pêche dans les différents médias ce qui est susceptible de mettre en valeur ou en exergue notre combat politique.

Echos de Flandre qui se penche, avec un regard critique, sur ce qui se dit, s'écrit et se passe de l'autre côté de la frontière linguistique afin de mieux éclairer notre démarche.

Pour internationaliser la « Question belge », le résumé du Manifeste et les principaux articles de la presse anglo-saxonne relatifs aux problèmes « communautaires » figurent dans la rubrique **English pages**.

L'internaute retrouvera aisément **le Manifeste** fondateur, **l'argumentaire** et les principales citations de personnalités, le moyen de s'affilier ou de nous contacter, ainsi que les **programmes électoraux** du R.W.F. : à l'Europe, à la Province, au Fédéral, à la Région.

Les noms des **responsables** politiques sont bien entendu repris sur le site, ainsi que les principaux **ouvrages de référence** du courant réunioniste.

Enfin, une rubrique qui avait été particulièrement délaissée sous la précédente gestion, **A vos agendas**, reflète désormais la vitalité d'un parti dynamique et structuré. Elle vous tient au courant du nouveau matériel de propagande, des réunions des sections d'arrondissement, des soupers conviviaux, etc.

Enfin, le site a établi des liens avec des sites institutionnels français, wallons et bruxellois, ainsi qu'avec ceux du **Brabant wallon** et de **Liège**. Les sites des sections de Namur et de Bruxelles sont encore en construction.

Comme d'autres militants le font déjà, vous êtes invité(e) à nous soumettre des sujets d'actualité susceptibles de faire l'objet d'une insertion et d'un commentaire sur le site ou, tout simplement, à nous donner votre avis ou nous poser vos questions via la boîte de **contact** : rwf@rwf.be

Plusieurs sections ont organisé des **débats** d'une grande densité avec des invités de qualité. Ainsi la section de Charleroi a-t-elle permis à Ernest Glinne, figure emblématique du PS et actuel conseiller Ecolo, de déclarer qu'il souscrivait entièrement à nos analyses et à nos conclusions.

A Ham-sur-Heure, lors d'un débat concocté par la section de Thuin, Denis Ducarme, député MR, a indiqué qu'il était favorable à un rapprochement avec la France, en cas de sécession de la Flandre.

Dans la presse, l'ancien Président du Parlement wallon Willy Burgeon a fait un vibrant appel réunionniste dans une carte blanche publiée dans Le Soir et intitulée... « Le choix de la France ».

Claude Eerdekens, ancien Ministre et maire d'Andenne, a confié lors d'un débat organisé par nos amis de Namur qu'il préférerait la France de Sarkozy à la Flandre de Yves Leterme.

Depuis le 10 juin, les **médias français** se sont penchés sur la Question belge : Marianne, France Soir, Le Figaro (deux articles de Irina de Chikoff) et Figaro Magazine, L'Humanité, Libération et le blog de Jean Quatremer, etc. ont consacré des dossiers à la Belgique en danger, rongée par le nationalisme flamand. Le plus souvent en évoquant la présence du courant réunionniste. La presse anglo-saxonne n'a pas été en reste.

Le sommet ? Une photo de notre manifestation de Namur en septembre, avec nos drapeaux, dans le New York Times.

Au nombre des personnalités, épinglons deux billets remarquables du célèbre chroniqueur Alexandre Adler et de l'ancien correspondant du Monde à Bruxelles, Luc Rozensweig (Le Figaro et Le Soir), ainsi qu'une sortie du présentateur de TF1 Patrick Poivre d'Arvor se disant prêt à accueillir les wallons.

Actions! La fête flamande organisée par Richard Fournaux à Dinant le 11 juillet dernier a été perturbée par des militants de la section de Namur (séquence à la RTBF).

Le 15 septembre, une centaine de militants ont manifesté à l'occasion de l'inauguration officielle des Fêtes de Wallonie à Namur. Paul-Henry Gendebien a interpellé José Happart, Président du Parlement wallon.

Des militants du Brabant wallon et notre Secrétaire général Laurent Brogniet ont obtenu un long reportage illustré de l'Agence AFP.

Le 29 janvier, la section de Mons et son Président ont manifesté devant l'Université de Mons-Hainaut et ont remis des tracts à Elio Di Rupo et au public.



Les responsables du R.W.F.

Président

Paul-Henry Gendebien
080 31 98 51

Secrétaire Général

Laurent Brogniet
0472 65 41 60

Vice-Président(e)s

Jean-Paul Conrardy
071 84 74 86

Jeannine Holsbecks
081 22 84 83

Philippe Lenaerts
0496 10 86 65

Liliane Dehaybe
0496 23 40 82

Trésorerie

Laurent Schmitz
laurent.schmitz@proximus.be

Brabant wallon

Laurent Brogniet
0475 32 57 34

Bruxelles et périphérie

Jean-François Goosse
0477 50 45 56

Charleroi

Jean-Pol Staquet
071 47 41 73

Huy-Waremme

Marcel Dehalu
0474 52 03 86

Liège

Paul Durieux
0494 42 83 03

Luxembourg

René Herman
0494 86 78 35

Mons-Borinage-Hauts Pays

Serge Havet
0486 73 62 54

Namur-Dinant-Philippeville

Bernard Claes
0475 37 33 65

Soignies-La Louvière

Max Hasselin
067 55 54 12

Thuin

Thierry Derbaudrenghien
0478 50 20 67

Tournai-Ath-Mouscron

Freddy Wattiez
0478 20 42 10

Verviers

José Crutze
087 53 11 64

Hexagone (coordination)

Etienne Thienpont
06 78 39 99 06

Responsable de la gestion du site et du Trait d'Union

Joël Goffin
0486 54 81 93

Le RWF a besoin de vous !

Nous ne recevons pas un centime des pouvoirs publics pour le fonctionnement du parti ou pour les campagnes électorales.

Nous lançons donc un appel : **(ré)affiliez-vous** via le compte RWF **000-0700633-02** (20 euros et 10 euros pour les retraités, chômeurs et étudiants ou membres d'une même famille).

Il n'est pas exclu que des élections anticipées se profilent en juin prochain. Votre cotisation servira, entre autres, à couvrir les frais du périodique que vous tenez en main, des affiches et des tracts, du nouveau site...

A l'initiative de la section de Bruxelles, **un nouvel autocollant est disponible!**

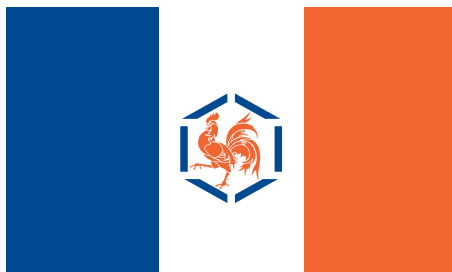
Comment le commander ?

Minimum 100 exemplaires
= 6 euros

Compte R.B.F. : 000-1078509-63

Indiquez vos coordonnées complètes - paiement vaut commande!

Renseignement : Philippe Lenaerts
- 0496 108 665



**C'EST AVEC LA FRANCE QUE
L'UNION FERA LA FORCE**
www.rwf.be

Drapeau officiel du R.W.F.

15 euros à verser sur le compte 000-0246739-68

Renseignement : Laurent Brogniet

info@rwf-bw.be - Tél. : +32 (0)472 65 41 60

Les délais d'impression nous permettent d'annoncer :

Le 4^e Souper dansant de la section de **Namur** du R.W.F.

Quand ? Le **samedi 8 mars 2008** dès 19h

Où ? Citadelle de Namur - Esplanade Terra Nova - salle Blanche

Buffet froid et chaud (+ apéritif, café, dessert) : 25 euros (enfants : 10 euros). Contactez sans délai Bernard Claes – 0475 37 33 65

ou christophe.haine@gmail.com